



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 06/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALBOM

3 avenue des Mondaults
33270 Floirac

Références : 26-0196
Code AIOT : 0005200378

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement VALBOM implanté RUE LOUIS BLERIOT 33130 Begles. L'inspection a été annoncée le 24/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une inspection régionale coordonnée par l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALBOM

- RUE LOUIS BLEROT 33130 Begles
- Code AIOT : 0005200378
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VALBOM dispose, sur son site de Bègles :

- de trois lignes d'incinération, d'une capacité de 11t/h chacune (traitement des ordures ménagères de Bordeaux Métropole et de syndicats de communes) ;
- d'un centre de tri de produits recyclables (plastiques, papiers/cartons, métaux, emballages).

Ces installations sont réglementées par arrêté préfectoral d'autorisation du 20 août 2021.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque produit chimique a été évalué par échantillonnage sur la base de la gestion sur site d'un réactif présent en grande quantité : l'ammoniac.

Il en ressort que la gestion est satisfaisante, il convient toutefois que l'exploitant s'assure de la mise à jour des fiches de données de sécurité (FDS) mises à disposition sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter la liste des produits dangereux présents sur le site. Les produits chimiques utilisés en interne correspondent aux réactifs employés dans le cadre de l'épuration des gaz sortant du four, mais également aux produits d'entretien des organes importants de l'incinérateur (exemple : produit d'entretien chaudière). Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) correspondantes et à jour sont regroupées sur un espace informatique dédié accessible à l'ensemble des opérateurs du site. Selon l'exploitant, des formations aux risques chimiques sont dispensées par un organisme extérieur. Chaque salarié suit une formation dans le courant de l'année suivant sa prise de poste au sein de l'établissement et dispose également d'une période de tutorat. Les échanges durant le contrôle avec l'un des opérateurs intervenant sur site, en particulier au droit des différentes zones de dépotage du site, confirment ce point. De plus, l'exploitant met en place des notices simplifiées au niveau des stockages de produits dangereux à destination des opérateurs : celles-ci correspondent à des FDS simplifiées rappelant aux salariés les principales informations contenues dans les FDS (moyens de lutte incendie à utiliser, EPI, pictogrammes, etc.). Leur présence a bien été constatée durant le contrôle notamment au niveau du local de stockage d'ammoniac.

Le jour du contrôle, la FDS de l'ammoniac (principal réactif injecté dans le four) a été vérifiée par sondage : celle-ci, datée du 11 février 2025, comporte bien l'ensemble des données nécessaires (phrases de risques, pictogrammes, moyens de lutte incendie à utiliser, conditions de stockage à respecter, mesures à prendre en cas de déversements, etc.).

Il est toutefois observé que parmi le listing évoqué ci-avant, certaines dates de FDS datent d'avant 2020 (la prise en compte du règlement européen CLP dans la réglementation française ayant modifié les exigences en matière de contenu des FDS à cette période), l'exploitant indique être en pleine mise à jour des FDS. Il revient vers l'Inspection une fois cette action corrective réalisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met à jour sous deux mois les FDS antérieures à l'année 2020.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

Constats :

Durant la visite, le poste de dépotage ainsi que la cuve de stockage de l'ammoniac ont pu être contrôlés. L'inspection s'est retreinte à ce produit chimique choisi par échantillonnage.

La zone de stockage est fermée et accessible uniquement aux opérateurs disposant d'une clef ; un affichage sous la forme d'une FDS simplifiée informant des risques relatifs à l'ammoniac sous forme liquide est disposé sur la porte d'entrée et sous la cuve de stockage. Le local comporte une citerne en métal de 40 m3 environ et est équipé d'un extincteur à poudre ; l'exploitant indique :

- la proximité d'un point d'eau (RIA) en cas de départ de feu plus important ;
- la faible inflammabilité de l'ammoniac sous forme liquide, le risque de combustion existant surtout en présence d'une forme gazeuse du produit. Un détecteur d'ammoniac a en ce sens été placé dans le local de stockage afin de donner l'alerte en cas de détection ;

En outre, en cas de fuite, l'ammoniac est collecté dans la rétention (cf. point de contrôle suivant)

La zone de dépotage comporte des consignes sous la forme d'un mode opératoire rappelant les étapes à respecter lorsqu'un transporteur vient dépoter son chargement d'ammoniac dans la cuve. Ce document comporte également les consignes en cas de déversement accidentel. L'exploitant indique que ces dernières, actuellement scotchées sur le bâtiment feront l'objet d'un affichage pérenne sous forme d'un livret accroché au mur.

Le jour de la visite, un camion transportant de l'ammoniac liquide est présent il est observé que :

- les opérateurs disposent de l'ensemble des EPI requis préconisés dans la FDS (combinaison intégrale et masque afin d'éviter l'inhalation de vapeur) ;
- les mesures de précaution sont en cours de mise en place (fermeture de la voie du tunnel où s'effectue le dépôt) par les deux opérateurs présents ;
- la zone est bien sur rétention en cas de déversement et les opérateurs savent réagir en cas de déversement (priorité à l'obturation de la vanne avant de donner l'alerte)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

Il est constaté que la cuve d'ammoniac est sur une rétention en béton étanche d'un volume au moins égal à celui de la cuve de 40 m3. L'ensemble de la zone de dépotage est sur rétention : sa présence a été constatée durant le contrôle. Cette rétention est reliée au bassin de rétention des eaux pluviales du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>La cuve d'ammoniac est stockée dans un local dédié. Par ailleurs, la zone de dépotage est d'après l'exploitant dédiée à ce produit ; il n'existe donc pas de possibilité d'erreur de dépotage vers la mauvaise cuve par les opérateurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un fichier présentant l'ensemble des produits chimiques disponibles par poste de travail est mis à disposition de l'Inspection. Outre des informations sur le poste de travail, le nom du produit, son fabriquant, domaine d'utilisation, ce fichier contient également des éléments sur le conditionnement du produit, la date de la FDS et les quantités maximales disponibles sur site. Ce point n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection et est considéré comme conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>